



# Reprenons la rue le 16 juin 2020

## SANTÉ, SERVICES PUBLICS, USAGERS : même combat!

La Fonction publique de la Santé est indissociable de ses deux autres versants que sont l'état et la territoriale. Un même statut nous lie, une même ambition nous aiguille, nos revendications sont les mêmes. Dans toute la crise pandémique, face à l'incurie et aux mensonges de l'État, la mobilisation des agent·e·s des services publics de la santé, de l'État, comme celle des agent·e·s territoriaux·ales quant à elle, n'a pas faibli.

Le mouvement de grève et de résistance des agent·e·s de la santé depuis plus d'un an ne s'est jamais interrompu. Ce mouvement est une œuvre d'intérêt général et nous devons, nous agent·e·s des collectivités territoriales, tout faire pour le soutenir, le faire grandir et nous mobiliser à ses côtés. **Il faut donner de la perspective à toutes ces professions et filières indispensables** : sur les moyens financiers d'abord avec le **dégel du point d'indice et le rattrapage des dix dernières années du pouvoir d'achat** des agent·e·s des trois versants de la fonction publique, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales. Tout de suite, portons avec eux l'exigence de l'arrêt de la fermeture de lits ou

**La mobilisation du 16 juin doit être l'occasion d'affirmer un véritable rapport de force avec le gouvernement.**

de services et **demandons la réouverture de tous les services et de tous les lits supprimés** partout en France depuis des dizaines d'années alors que les besoins sont de plus en plus importants.

Au-delà de la santé, c'est l'ensemble des services publics qui sont attaqués, toujours dans la même logique de marchandisation de toutes les activités humaines. La mobilisation du 16 juin doit être l'occasion d'affirmer un véritable rapport de force avec le gouvernement. À la suite de cette épidémie, de nombreux citoyens ont radicalement changé leur façon de voir l'hôpital et les services publics. Ils sont disponibles pour débattre et agir. À nous de les rencontrer partout où c'est possible. À nous de les inviter au débat et à la participation à la journée de grève du 16 juin. L'heure est aussi à la convocation des instances syndicales, des heures d'informations syndicales, des assemblées générales, pour discuter, préciser nos revendications et décider collectivement. La fédération CGT des Services publics a déposé un préavis de grève qui couvre tout notre champ fédéral jusqu'au 30 juin. **Partout où c'est possible, retrouvons-nous physiquement (en prenant bien entendu toute les précautions) pour préparer la journée de grève du 16 juin, et le 16 juin retrouvons le chemin de la rue !**

La catastrophe pandémique de la Covid19 a révélé au grand jour les conséquences de la destruction, par les politiques successives de ces dernières années, de notre système de santé et notre fonction publique. Les alertes des professionnels de santé et de l'ensemble de ceux en seconde ligne dans les écoles, sur les routes, en charge du ramassage de nos déchets, de l'assainissement... ont été

**VOS QUESTIONS  
NOS RÉPONSES**  
covid.cgtfonctionpublique.fr



brutalement validées. Cette politique percute aujourd'hui de plein fouet les aspirations des agents à bien faire leur métier. **La souffrance au travail est partout dans les collectivités** : les horaires, bousculés en permanence, l'intensification du travail par manque d'effectifs, les injonctions contradictoires à la qualité tout en rognant toujours plus sur les moyens alloués, la culpabilisation permanente avec l'appel au professionnalisme pour compenser les insuffisances de l'institution, et au final, trop souvent, le constat d'être maltraitant avec les usagers malgré notre investissement et notre conscience professionnelle.

Nous n'attendons rien de Macron et de son gouvernement, qui ne renoncent en rien à leurs plans de démantèlement des statuts, du droit du travail, de nos services publics pour le compte des profiteurs et des spéculateurs. Leurs promesses ne sont que mensonges et manipulations. **Nous le savons tous, seul le rapport de force nous permettra d'imposer le respect de nos droits et de nos revendications.** À Maubeuge, les travailleurs-euses de chez Renault, avec la population, n'ont pas manifesté pour un « bon plan social » mais pour le maintien de l'usine, contre les licenciements. À présent, ils-elles posent l'enjeu de la grève illimitée pour obtenir satisfaction. Ils ont raison.

La manifestation de Maubeuge contre la fermeture de l'usine Renault, comme les manifestations de dizaines de milliers de jeunes pour que la justice soit rendue à Adama, a fait voler en éclat le confinement et l'interdiction de manifester imposée par la loi d'urgence dite sanitaire. Depuis le début, la fédération CGT des Services publics demande l'abrogation de cette loi liberticide qui n'a de sanitaire que le nom.

Avec la Comtesse du Ségur, Nicole Notat, aux commandes et un gouvernement déterminé, profitant de cette période pour nous mener droit dans le mur par la poursuite accélérée de la destruction du maillage sanitaire et des services publics de notre pays, **reprenons la rue dans le cadre de la journée de mobilisation du 16 juin prochain est une urgence vitale!**

Le capitalisme est en crise alors il cherche à privatiser encore davantage et à liquider tout ce qui ne lui rapporte pas assez de profits et ce sont les trois versants de la fonction publique qui devraient payer leur part du tribut! Contre un tel système, **ce n'est pas d'un Ségur dont nous avons besoin, mais de l'abrogation pure et simple de la loi de Transformation de la fonction publique, de la création de tous les postes nécessaires, de la satisfaction de toutes nos revendications.**

## LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS APPELLE TOUS LES AGENTS À PARTICIPER AUX MANIFESTATIONS, RASSEMBLEMENT, INITIATIVES

### LE 16 JUIN

**Dès maintenant, reprenons la rue, organisons-nous, pour préparer l'offensive sur nos revendications et participer aux actions qui se déclineront dans les territoires. Le 16 juin, nous manifesterons en direction de ceux qui décident et qui sont responsables de la catastrophe sanitaire, en direction du ministère d'Olivier Véran et des ARS mais avec un regard direct sur nos propres autorités de tutelle !**

- Pour affirmer notre total soutien au personnel des hôpitaux, au personnel des CMS, des EHPAD, à toutes celles et tous ceux qui se sont trouvé-e-s en première ligne ;
- Pour le dégel immédiat du point d'indice de la Fonction publique avec le rattrapage de ce qui nous a été confisqué depuis son instauration et l'augmentation des salaires du public et du privé sur la base du SMIC à 1 800 €, des pensions et des minimas sociaux ;
- Pour l'arrêt des suppressions de postes et fermetures des services publics, la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour répondre aux besoins des populations dans une organisation équilibrée et écologiquement responsable des territoires, le réengagement financier de l'État dans le financement des services publics ;
- Pour le recrutement massif d'emplois statutaires et l'ouverture des postes nécessaires ;
- Pour l'abrogation de la loi de Transformation de la Fonction publique, condition nécessaire à la revalorisation et au renforcement du statut ;
- Pour l'abrogation de l'ensemble des ordonnances prises durant l'état d'urgence et le confinement.



**Le 16 juin**  
**Tous dans la rue !**